“ de la mise en force de la présente loi, est cependant accordé aux intéressés à la conservation de ces douaires, pour effectuer, s’il ne l’a pas été auparavant, l’enregistrement mentionné au dit art. 2,116, *passé lequel délai*, tels douaires deviendront nuls et de nul effet et perdront toute vigueur, à l’égard des tiers acquéreurs et créanciers postérieurs À LA PASSATION DE LA PRÉSENTE LOI qui auront enregistré LE TITRE CONSTITUTIF de leurs droits sur les immeubles originairement affectés ou devenus plus tard affectés aux douaires.”

Le statut 46 Vic. (Q.), ch. 25, sec. 1, a prolongé le délai jusqu’au 1 mai 1884. Puis le statut 47 Vic. (Q.), ch. 15, intitulé: “Acte pour amender l’acte 44-45 Vic. ch. 16, pour prolonger le délai de l’enregistrement des douaires coutumiers...” décrète, sec. 1, que ce délai est prolongé jusqu’au 1er janvier 1885. Sec. 2. “*Passé ce délai*, tels douaires... non enregistrés seront nuls et éteints à toutes fins quelconques, à l’égard des acquéreurs et créanciers hypothécaires.”

Le défendeur n’étant pas un tiers acquéreur postérieur à la passation du statut 44-45 Vic. ch. 16, ne pourrait, aux termes de sa sect. 2, se prévaloir du défaut d’enregistrement de ce douaire pour garder le terrain qui y est assujéti; et, en conséquence, à son égard, le douaire coutumier n’est pas nul et n’a pas perdu sa vigueur. Il a donc juste sujet de craindre d’être évincé par les douairiers. Mais la demanderesse dit que la sec. 2 du statut 47 Vic., ch. 15, rend le douaire éteint à toutes fins quelconques à l’égard de tous les acquéreurs, sans distinguer s’ils sont antérieurs ou postérieurs. Il est vrai que ce dernier statut ne distingue pas; il dit simplement: “à l’égard des acquéreurs et créanciers hypothécaires.” Toutefois, il faut se rappeler qu’il n’a été passé que pour prolonger le délai pour effectuer l’enregistrement. C’est là son seul but. Il n’a aucunement rappelé ou changé les autres dispositions de la sect. 2 de 44-45 Vic. ch. 16. Il faut donc lire les deux statuts ensemble, et en conclure que la sec. 2 du ch. 15 de 47 Vic., en disant que, passé le nouveau délai accordé, les douaires non enregistrés seront éteints à l’égard des acquéreurs et créanciers hypothécaires, a voulu et veut dire les acquéreurs et créanciers men-

tionnés en la sec. 2 du ch. 16 de 44-45 Vic., c’est-à-dire les acquéreurs et créanciers postérieurs à la passation de ce dernier statut. D’ailleurs, ces statuts n’ont pas été passés pour protéger ceux qui, jusque là, avaient acquis des immeubles assujéti à des douaires coutumiers; mais seulement pour protéger les acquéreurs futurs et faciliter la transmission de la propriété à l’avenir. Quant aux premiers, leur position était faite, leurs droits étaient établis et réglés; la nouvelle loi n’avait en vue que les seconds. Ces statuts doivent être interprétés largement en faveur des douairiers, car ce sont eux qu’ils dépouillent.

C’est en vain que la demanderesse dit que le transport qui l’a fait créancière du prix de vente étant postérieur au statut, elle est une créancière postérieure. C’est illogique. C’est la même créance créée avant le statut qui lui a été cédée. Il n’y a aucune novation. Elle n’est qu’aux droits de son cédant; elle n’a pas plus de faveur que lui. Le statut en parlant de créanciers postérieurs n’a en vue que les créanciers de créances qui prendront existence postérieurement.

Le fait que le défendeur aurait échangé le terrain assujéti au douaire avec F. X. Galarneau, ne change rien, car Galarneau est aussi un acquéreur antérieur au statut, car l’échange a eu lieu antérieurement, et il est, ainsi, exposé à être évincé par les douairiers; le défendeur étant le garant de Galarneau, l’éviction retombera sur lui en définitive. Le défendeur a donc droit de différer le paiement de son prix jusqu’à ce qu’on lui fournisse caution ou que le douaire disparaisse.

La demanderesse fait erreur en disant que, comme cessionnaire du prix, le défendeur ne peut lui opposer cette cause d’éviction. Le défendeur n’est pas et n’a pu être mis, par le fait de ce transport auquel il n’a pas été partie et qu’il n’a pas même accepté, dans une pire position, pour le paiement de son prix de vente, qu’il ne l’était auparavant. Il peut opposer à la demanderesse ce qu’il aurait pu opposer au cédant.

Mais le douaire n’existe que pour la moitié du terrain que le cédant de la demanderesse avait lors de son mariage. Le sixième du terrain qu’il a eu comme héritier de sa sœur lui est échu plus tard. Le prix de vente est en bloc. La partie du terrain composant le